

nables » au sens du rapport Brundtland – au modèle occidental, et revendiquait agressivement l'héritage et la gestion de toutes les terres dévastées depuis la colonisation. Cette position, qui identifiait une nature menacée au destin de peuples autochtones menacés, cassait l'opposition entre les donneurs de leçons écologiques des anciennes métropoles et les ambitions développementistes des descendants métissés ou créoles des anciens colonisateurs. À ce titre, elle offrait une solution simple (simpliste ?) aux débats sur la forêt et sur la biodiversité propre à satisfaire aussi bien les conservationnistes que les tiers-mondistes dans les ONG du Nord.

Mais ce qui frappait dans leur agressivité, c'était la plainte d'être marginalisés et traités avec racisme par les organisateurs, c'est-à-dire le Comité de liaison pour l'environnement international et les Français. Le premier reproche, peu fondé, renvoyait manifestement à la contradiction déjà notée entre grands réseaux et ONG de base. Le second souleva la stupeur des Français. En fait, il était inévitable que des délégués venus du tiers monde aient été frappés par le racisme latent de la population parisienne et des petits fonctionnaires de police, dans un pays où 30 % de la population se déclare favorable aux positions du Front national sur l'immigration. Par ailleurs, l'organisation matérielle de l'hébergement avait été confiée au

Centre international des étudiants et stagiaires (CIES). Elle ne fut pas impeccable, ce qui provoqua quelques tensions. Or, la fonction habituelle du CIES est la gestion des étudiants du tiers monde, considérés comme des immigrants clandestins en puissance. Les rapports entre le comité de pilotage et le CIES avaient été tendus pendant les mois de préparation de la conférence. Et là, dans une conférence qui se voulait une opération de séduction de la diplomatie française à l'égard des ONG du monde, éclatait l'absence de base arrière de cette diplomatie au sein d'une société peu préparée à accueillir les marginalisés du « mal-développement » comme les ambassadeurs d'un avenir soutenable !

Si l'on met à part ces aspects « basistes », « mouvementistes » inspirés par un anti-impérialisme « indigéniste » – par opposition à l'anti-impérialisme « créole », ou du moins occidentalisé, qui inspirait les nationalismes développementistes, typiquement en Amérique latine –, la déclaration finale de la Conférence de Paris recoupait, sur les grands sujets en négociation, les positions des pays moteurs du « groupe des 77 ». La scission des ONG mondiales, entre Nord conservationniste et Sud développementiste, se trouve ainsi évitée, et la légitimité de cette première assemblée générale de la société civile mondiale se trouve placée

sous l'hégémonie des ONG du Sud et les tendances radicales de l'écologie politique du Nord.

Ce résultat n'était ni pour surprendre, ni pour scandaliser la diplomatie française. Il était le résultat prévisible du choix du Comité de liaison pour l'environnement international de Nairobi comme coordinateur de la Conférence. Ce n'était pas non plus mal venu dans le jeu rooseveltien de la Commission de la CEE : de même qu'un jeune syndicat radical, le CIO, avait soutenu le New Deal de Roosevelt, de même un détachement progressiste de la « société civile mondiale » venait en renfort de la Commission européenne dans sa confrontation avec la stratégie de blocage des États-Unis.

CONCLUSION PROVISOIRE

Pour reprendre l'analogie qui nous guide depuis le début de ce chapitre, les ONG réunies à Paris, tout en soulignant vigoureusement que la partie la plus pauvre de la population humaine était la première victime de la crise écologique globale provoquée par la voracité des « seigneurs de la Terre », se prononçaient tout aussi vigoureusement contre un mouvement régalien, « par en haut », d'enclosure des terrains communaux globaux. Ce faisant, elles s'inscrivaient dans le processus de Rio à une place qu'occupaient, vingt ans auparavant, les mouvements

anti-impérialistes, mais avec deux différences qui traduisent parfaitement la grande mutation réalisée au cours de la décennie quatre-vingt :

- l'effacement des idéologies étatistes-productivistes dans les mouvements sociaux ;
- la disparition du « champion » étatique de ces idéologies, le bloc soviétique.

Face à l'actuelle stratégie conservatrice des États-Unis, la gauche du jeu intergouvernemental – si, par le terme « gauche », on veut appeler le parti du progrès, c'est-à-dire celui qui veut concilier environnement et développement – est, quant à elle, désormais représentée par un « groupe des 77 » affaibli, appuyé par quelques organismes de l'Onu (la CNUCED et, dans un sens, l'Unesco), mais renforcé par l'ambition médiatrice d'un centre gauche puissant : l'Europe, plus ou moins soutenue par le Japon.

Car la logique stratégique des États n'est pas leur tactique de négociation. Sur le long terme, on peut effectivement distinguer trois groupes d'intérêts : les pays développés, les pays à développement rapide, les pays pauvres. Les premiers ont intérêt au statu quo – ou, à la rigueur, au « gel », voire à une réduction des émissions de gaz à effet de serre ; en tout cas, c'est un gel des parts sur le « bien commun global ». Les deuxièmes n'ont intérêt à aucune limitation. Les troisièmes ont intérêt à des limitations qui ne les gêneraient pas (quotas proportionnels à la

population), mais ces droits formels seraient inutiles sans aide réelle.

Dans la réalité, les camps sont autrement partagés. Parmi les pays développés, certains comme les États-Unis cherchent à éviter toute limitation, d'autres cherchent un arrangement avec le Sud. La convergence de la stratégie de blocage avec la stratégie « accusatrice » des pays à développement rapide et des plus revendicatifs des pays pauvres, cela avec le soutien de fait des « attentistes⁶¹ », peut suffire à contrer les propositions constructivistes de ceux qui recherchent un ordre écologique solidaire international. En termes classiques, on peut penser à une convergence gauchistes/droitières contre les réformistes !

Quant aux résultats que l'on peut attendre aujourd'hui de Rio, nous savons une chose : c'est que Rio aura lieu en juin 1992. Conformément au principe d'Heisenberg⁶², nous ne pouvons donc pas savoir où en sera la négociation. Donc le vrai débat va porter sur les conditions de l'après-Rio : où sera le point focal de la gestion des problèmes d'environnement globaux, et quelle sera la direction des négociations ultérieures. Si la gestion est déléguée à un secteur de la Banque mondiale, cela signifiera que seul le Sud est passible des foudres de la « gendarmerie écologique »...

Beaucoup dépendra des rapports de force au sein du Nord. En faveur des solutions concer-

tées, la France joue un rôle clef, car elle est la principale puissance diplomatique de ceux qui, dans la Communauté européenne, optent pour cette solution. En fait, elle ne peut l'emporter qu'à condition d'organiser l'alliance CEE-pays nordiques et d'y rallier le Japon.

Mais cette alliance est difficile. D'abord à cause de la tradition de double discours de la France, très semblable à ses pratiques dans la négociation de la dette du tiers monde : discours généreux, pratiques assez dures – comme le Japon d'ailleurs. De plus, elle devra se garder de la fatuité : pays latin très en retard sur ces pays mêmes qu'elle critique, elle devra se garder d'un environnementalisme cocardier⁶³.

Deuxième grand problème : la position constructiviste de la CEE, construction d'un ordre écologique solidaire international, gêne tout le monde. Pas seulement les États-Unis, mais la plupart du « groupe des 77 ». Il faudra à l'Europe beaucoup de doigté, et beaucoup de gages donnés au Sud, pour isoler les États-Unis. L'échec du Prep-Com de New York montre que l'Europe, empêtrée dans la « supercherie de Maastricht » et incapable d'appliquer à elle-même ses bonnes résolutions écologistes, manque encore sérieusement de force de conviction.

Dans cette bataille pour la paix écologique, les écologistes solidaires du tiers monde, les organisations non gouvernementales d'environ-

nement et de développement auront un rôle décisif. Mais ils doivent revoir leur argumentation. Ainsi, l'aphorisme éculé : « La plus grande catastrophe écologique serait que tous les Chinois s'achètent une Mobylette. » C'est strictement exact. Pis : si les Chinois rejoignaient notre modèle de consommation, la production mondiale de gaz à effet de serre augmenterait de 70 %. Pour les écolos-tiers-mondistes, cela implique que notre modèle, non généralisable, est condamnable. Mais, dans le discours ou les conciliabules de bien des dirigeants ou des diplomates du Nord, cela veut dire que les Chinois doivent donc rester dans leur misère.

Alors, nous devons expliquer. Oui, le méthane, ça compte dans l'effet de serre, mais il faut réserver la capacité de recyclage de la biosphère à la production de nourriture, et remettre en question les modèles surintensifs occidentaux. Oui, avec les techniques habituelles, le Sud ne peut se développer sans faire sauter l'écosystème, mais il existe aussi des techniques permettant à tous d'atteindre un niveau de confort plus qu'honorable sans aggraver la situation.

Prenons un exemple. Selon Goldemberg, la femme tanzanienne consomme, pour sa cuisine, trente fois plus d'énergie primaire – du bois qu'elle va ramasser à des kilomètres à la ronde, tâche épuisante pour elle-même et pour l'envi-

ronnement – que la femme japonaise. D'une manière générale, le tiers monde consomme autant d'énergie, par habitant, pour se nourrir que l'Europe pour l'automobile. Bon, et alors ? Les « brutes » vont dire : « Vous voyez bien, il est inutile d'économiser l'énergie au Nord, le Sud à la démographie galopante annulera, avec ses gaspillages, tous nos efforts. » C'est le syndrome du capitaine Haddock découvrant avec fureur, dans *On a marché sur la lune*, que les Dupondt, passagers clandestins de la fusée, sont en train de lui pomper « son » oxygène. Mais on peut, comme le fait le ministre brésilien de la Technologie, José Goldemberg, se réjouir de cette découverte : « Donc, il existe de fabuleux gisements d'économie d'énergie, non seulement au Nord, mais encore plus au Sud ! Une aide de 1 milliard de dollars par an permettrait à 400 millions de familles du Sud de s'équiper en foyers corrects ! Ensuite, on pourrait remplacer la cuisson au bois par des techniques encore plus économes ! Etc. »

On peut certes objecter que cette recherche d'une solution technologique n'est pas à la mesure du problème, mais que c'est le modèle de développement du Nord qui est condamnable. Reste que l'explosion démographique du Sud – qu'il faut par ailleurs enrayer, grâce à la conquête par les femmes du droit sur leur propre corps – pose un vrai problème : assurer à tous

les besoins fondamentaux (manger, se chauffer, etc.) avec les méthodes le plus économes possible.

Au fond, l'opposition environnement-développement n'en est une que pour les classes moyennes des pays moyens, celles qui rêvent de jouir sans entrave du monde de Dallas. Pour des milliards de pauvres, le développement, c'est avant tout la santé, le recul de la faim et de la maladie ; donc, c'est d'abord une question d'environnement, local et global. Que signifie en effet le développement pour une femme du Sahel, si ce n'est le recul, ou du moins l'arrêt de l'avance du désert ? Que signifie le développement pour une famille de *favela*, d'un bidonville de São Paulo, si ce n'est d'abord un aménagement des ruelles, le tout-à-l'égout, l'assurance d'une eau potable ? C'est donc aussi une question d'aide, et d'abord d'abolition de la dette en cours. Telle peut être la base d'une convergence Nord-Sud des organisations non gouvernementales de développement et d'environnement. Cela demandera un gros effort d'économie chez nous, et des transferts massifs, technologiques et financiers, vers le Sud... Cela demandera, surtout, d'apprendre à coopérer autrement, parce que nous nous serons résolus à « vivre et à travailler autrement ».

CONCLUSION

L'Europe s'unifie dans l'ambiguïté, dans l'inégalité, dans la division. L'inacceptable accord de Maastricht apparaît comme une fuite en avant, une création à froid, sans légitimité populaire, sans négociation sous contrôle démocratique. Les exécutifs de divers États se sont entendus pour l'enserrer de liens essentiellement financiers et marchands. D'ores et déjà, le degré d'autonomie de chacune des nations participantes est plus faible et l'interdépendance plus contraignante qu'ils ne l'étaient entre les États-Unis d'Amérique à la veille de la guerre de Sécession, entre les républiques yougoslaves en 1990. Les responsables de cette fuite en avant songent-ils qu'ils préparent de telles tensions, de si insupportables contraintes que la fausse Europe qu'ils ont créée risque bien de connaître, d'ici à vingt ans ou plus, un sort semblable à des empires, à des fédérations que l'on croyait plus solidement établis par l'Histoire : l'explosion dans la guerre civile ?

Il n'y a d'Europe solide que démocratiquement fondée, par un Parlement commun, avec un cadre juridique et fiscal commun, dans le